

# CONVENTION SUR LE FUTUR DE L'EUROPE

Session Plénière du 24-25/04/03

## VIE DÉMOCRATIQUE DE L'UNION

Intervention du Représentant Suppléant du Gouvernement Portugais  
Manuel Lobo Antunes

- L'ensemble d'articles qui nous a été soumis concernant la "Vie Démocratique de l'Union" regroupe un certain nombre de principes que nous considérons d'une importance majeure. En effet, l'Union ne constitue pas, et ne peut pas constituer, une simple agglomération d'institutions et de normes. L'Union est un projet commun d'Etats et de Peuples qui poursuivent et partagent les mêmes objectifs. C'est le résultat d'une relation permanente où Etats et Peuples se retrouvent. C'est un processus démocratique dans lequel aussi bien les Etats que les Peuples participent au même titre, jouissent des mêmes droits, des mêmes obligations et des mêmes garanties.
- Tenant compte de ces notions, nous avons proposé quelques amendements aux textes qui nous semblent transmettre de façon plus claire notre vision de l'Union. Je vous en rappelle quelques uns:
  - a) en ce qui concerne l'article 33 – principe d'égalité démocratique – nous estimons que la formule la plus adéquate est celle qui consacre l'égalité des citoyens mais aussi celle des Etats.
  - b) quant à l'article 35 a) – partis politiques au niveau européen – nous préférons la formule contenue dans l'actuel article 191 du Traité des Communautés Européennes. Et cela parce que l'activité des partis politiques européens ne s'épuise pas avec la formation d'une conscience européenne en abstrait. Ils constituent, eux aussi, des instruments ou facteurs indispensables à la construction d'un futur commun basé sur une Union chaque fois plus étroite.
  - c) finalement un dernier mot sur la question de la transparence. Il s'agit là d'une exigence fondamentale des démocraties modernes. Face à la complexité et diversité des décisions, les citoyens veulent savoir le 'pourquoi' et le 'comment'. Ce qui signifie qu'ils demandent une

bonne gouvernance et de la transparence. C'est à ce sujet, mais aussi au niveau de l'Union, que d'importantes décisions ont été prises lors du Conseil Européen de Séville. Et, par conséquent, les règles de procédure au sein du Conseil ont été modifiées. Ce furent des pas significatifs qui ont déjà fait positivement leur preuve. C'est pourquoi nous jugeons que ces décisions devraient être consolidées avant d'autres modifications. Nous souhaitons ainsi que les décisions soient prises dans le cadre auquel elles appartiennent – les Institutions – selon des procédures claires. Ce serait pervertir l'effet des choses, que par le biais de mesures bien intentionnées, le contraire finisse par arriver.